

Le 21 janvier 1793, le "citoyen Capet" était guillotiné place de la Révolution, anciennement "Louis XV". Plus de deux siècles après cet événement, plusieurs livres et revues d'histoire reviennent sur le roi Louis XVI et son règne, ainsi que sur sa place dans la Révolution française.

Ainsi la revue "**L'Histoire**" (novembre 2005) rappelle quelques vérités souvent méconnues : "**Bi en loin d'être un balourd et un ignorant, le futur souverain avait reçu une instruction que beaucoup pourraient lui envier. Devenu roi, il a su se montrer lucide à mainte reprise. En fait, la crise royale, accessoirement due à la personnalité d'un monarque, fut d'abord une crise générale de la société et de l'Etat. Louis XVI, à n'en pas douter, fut un monarque éclairé.**

**Le drame - et nous voici directement concerné -, c'est l'énorme déficit budgétaire, le trou vertigineux de la dette publique : la moitié des recettes y passe. Or Louis XVI n'est pas resté passif, convaincu de la nécessité des réformes".**

Mais, ce que signale cette revue dans ses articles, tout comme "**Historia**" (thématique, janvier-février 2006), c'est la "

**résistance des castes**

" qui a fait échouer les efforts du roi et de l'Etat royal. Ce que les deux revues rapprochent de la situation présente en affirmant, comme le fait "Historia" que "

**l'actualité renvoie un étrange écho, tout de même, entre le pays de la fin du XVIIIe siècle, devenu ingouvernable, où la réforme se heurte systématiquement aux privilèges catégoriels, et celui du début du XXIe siècle**

". Ce que complète ainsi "

**L**

'  
**Histoire**

" :"

**Un budget béant, un produit de l'impôt sur le revenu qui suffit à peine à payer l'intérêt de la dette, une impossible réforme fiscale, des privilégiés d'un nouveau genre qui, tout autant que ceux de l'Ancien Régime, se crispent sur leurs avantages acquis... Il se pourrait qu'en ce sens nous soyons de nouveau en 1788**

".

L'échec de la République à relever les grands défis contemporains, alors que la France a tant de qualités et de potentialités, est la fin d'une certaine illusion politique dont, en son temps, Louis XVI fit les sinistres frais et, avec lui, la France. Si nous sommes en 1788, alors, sans doute est-il temps de repenser l'Etat, non pour se réfugier dans la nostalgie ou dans l'immobilisme, mais pour agir. La Révolution appartient au passé de notre pays, il ne s'agit pas de le nier ou de l'oublier, mais, au contraire, d'en tirer les enseignements: aussi, il me semble que rendre à l'Etat sa force et sa primauté sur les nouvelles féodalités, aujourd'hui financières plus encore que politiques, est une nécessité. L'épuisement de la République appelle, car la nature politique a horreur du vide, la réactivation de la Monarchie politique.